



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session

Victoria Falls (Zimbabwe), 23-27 mars 2020

Résultats et priorités de la FAO dans la région Afrique

Résumé

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit le contexte dans lequel l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses Membres s'emploient à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et les cibles propres aux pays. La FAO est bien placée pour aider les pays à réaliser les objectifs du Programme 2030, en particulier l'ODD 1 (éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde) et l'ODD 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable). L'alimentation et l'agriculture sont les clés de la réalisation du Programme 2030 car l'agriculture constitue l'instrument le plus universel pour éliminer la pauvreté et la faim.

Le rapport sur les résultats et priorités de la FAO dans la région Afrique est établi à la lumière du Cadre stratégique de la FAO, du Plan à moyen terme 2018-2021 (révisé), des cadres de programmation par pays, des réalisations et des enseignements tirés de la mise en œuvre des initiatives régionales et des débats sur les domaines d'intérêt stratégique et technique. Il expose les résultats et les priorités de l'Organisation dans la région, en tant qu'éléments du processus de l'organe directeur qui permet la prise en compte des priorités régionales dans la planification de la FAO pour les prochaines échéances biennale et quadriennale, et au-delà. Les délibérations de la Conférence régionale sur ce document éclaireront l'examen du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme (PMT) 2022-2025, qui seront présentés à la Conférence de la FAO en juin 2021.

En conséquence, la Conférence régionale est invitée à fournir des observations et des indications sur les résultats et priorités de la région, ainsi que des nouvelles priorités institutionnelles, compte tenu des tendances et défis les plus récents aux échelons régional et mondial.

Les participants à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Afrique ont souligné la pertinence des trois initiatives régionales et se sont dits favorables à ce qu'elles se poursuivent pendant l'exercice biennal 2018-2019 afin de contribuer à orienter et à diriger les travaux de la FAO relatifs aux priorités de la région. Il est proposé de poursuivre en 2020-2021 toutes les

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

initiatives régionales en cours, qui contribuent à la réalisation des ODD et des engagements régionaux qui s'y rapportent, tels que la Déclaration de Malabo de 2014.

Pour orienter davantage l'attention sur les résultats des initiatives régionales et les priorités des pays et mieux faciliter la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national, il est proposé d'adapter plus finement les initiatives régionales par les moyens suivants: i) intégration systématique des ODD dans les stratégies, les politiques, les programmes et les plans d'investissement des pays, y compris les plans nationaux d'investissement agricole; ii) renforcement du soutien apporté aux pays en matière de conception et de mise en application des politiques, de dialogue public-privé et de renforcement des capacités de mise en œuvre; iii) accentuation de la priorité donnée aux interventions intersectorielles pour favoriser le développement de systèmes alimentaires durables; iv) prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et du changement climatique; v) promotion de l'emploi des jeunes, des petites et moyennes entreprises agroalimentaires, de la sécurité sanitaire des aliments, des innovations et des technologies numériques, des partenariats avec des institutions de financement du développement et du renforcement des capacités et du dialogue entre le secteur privé, la société civile, le monde de la recherche et les milieux universitaires; vi) amélioration de la gestion des connaissances et des communications.

L'une des principales priorités institutionnelles est la nouvelle Initiative Main dans la main, grâce à laquelle la FAO appuiera dans la région des actions fondées sur des éléments concrets et pilotées et prises en main par les pays pour accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable en vue d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et toutes les formes de malnutrition (ODD 2). Les autres priorités comprennent l'attention renouvelée accordée à l'idée de ne pas faire de laissés-pour-compte et à la consolidation organisationnelle en vue d'accélérer le soutien apporté aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL) et renforcer les partenariats, notamment avec les petits producteurs, les entreprises agroalimentaires, les intermédiaires et les consommateurs.

Atteindre les ODD nécessite d'opérer des changements profonds dans les systèmes alimentaires, conformément à la nouvelle approche adoptée dans la région, qui consiste à transformer les systèmes alimentaires pour atteindre les ODD. Pour faire progresser la réalisation des ODD et la transformation des systèmes alimentaires, la FAO adoptera des approches originales, notamment l'application des sciences et technologies modernes, de solutions numériques, de modes de pensées novateurs et de modèles de coopération créatifs.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence régionale est invitée à:

- fournir des indications sur les domaines d'action prioritaire de la FAO dans la région en 2020-2021, compte tenu des grandes tendances et des nouveaux défis, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la révision du Cadre stratégique de la FAO; à cet égard, réaffirmer que les trois initiatives régionales gardent tout leur intérêt même s'il faut les adapter plus finement au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement et aux nouvelles initiatives;
- prendre note de la nouvelle Initiative Main dans la main grâce à laquelle la FAO appuiera, dans la région, des actions fondées sur des éléments concrets et pilotées et prises en main par les pays pour accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable afin d'éradiquer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et toutes les formes de malnutrition (ODD 2). Ces actions contribueront ainsi à la réalisation de tous les autres ODD dans la région;

- noter à quel point il importe d'adopter des approches innovantes et de faire appel aux avancées de la science et de la technologie, y compris aux solutions numériques, pour affronter les situations nouvelles et relever les défis qui se dessinent;
- prendre note de l'attention renouvelée prêtée accordée à la volonté de ne pas faire de laissés-pour-compte et à la consolidation organisationnelle pour accélérer le soutien apporté aux PEID, aux PMA et aux PDSL;
- noter qu'il est essentiel de renforcer les partenariats, notamment avec les petits producteurs et les entreprises agroalimentaires, les intermédiaires et les consommateurs, comme cela a également été souligné à la quarante-sixième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale;
- noter qu'il importe d'opérer, au sein des systèmes alimentaires, des changements qui reflètent les liens dynamiques qui existent entre les secteurs, les acteurs et les pays pour ce qui concerne l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience;
- prendre conscience de l'importance du Cadre stratégique de la FAO pour ce qui est d'orienter les travaux techniques de l'Organisation, et prendre note des dispositions prises concernant la proposition de révision de ce cadre, qui sera présentée à la Conférence de la FAO, en juin 2021.

I. Introduction

1. Le Plan à moyen terme 2018-2021 (révisé) et le Programme de travail et budget 2020-2021 de la FAO ont été approuvés par la Conférence de la FAO à sa quarante et unième session, en juin 2019. Le Plan à moyen terme définit les objectifs stratégiques et les résultantes qui doivent être mis en œuvre par les Membres et la communauté internationale avec l'appui de la FAO, conformément au Cadre stratégique révisé approuvé par la Conférence de la FAO en juillet 2017¹. La Conférence a accueilli favorablement l'étroite concordance des objectifs stratégiques de la FAO avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) qui y sont énoncés, et a insisté sur la nécessité de mener à bien la mise en œuvre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement².
2. L'annexe web 1 donne une vue d'ensemble du Programme stratégique de la FAO, y compris de sa concordance avec les ODD.
3. Comme indiqué dans le document relatif aux ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2020-2021³, la FAO vise l'objectif Faim Zéro ainsi que l'amélioration des moyens d'existence grâce à *de meilleures pratiques de production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement et de meilleures conditions de vie*.
4. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définit le contexte dans lequel la FAO et ses Membres doivent œuvrer ensemble à la réalisation des ODD et des cibles spécifiques des pays. Étant donné que l'alimentation et l'agriculture sont les clés de la réalisation du Programme 2030, la FAO est idéalement placée pour faire office d'intermédiaire capable d'aider tous les pays à atteindre les objectifs du Programme 2030, et tout particulièrement l'ODD 1 (éradiquer la pauvreté) et l'ODD 2 (éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition), en opérant des changements profonds dans les systèmes alimentaires qui concrétisent les liens dynamiques entre les secteurs, les acteurs et les pays pour ce qui concerne

¹ C 2017/7.

² CL 163/4 – Note d'information 2, novembre 2019. La note fournit des informations plus détaillées sur la participation de la FAO au repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

³ CL 163/3.

l'utilisation durable des ressources naturelles, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience.

5. La FAO a lancé l'initiative Main dans la main, action fondée sur des éléments concrets et pilotée et prise en main par les pays dont l'objectif est d'accélérer la transformation agricole et le développement rural durable afin d'éliminer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2), et de contribuer ainsi à la concrétisation de tous les autres objectifs de développement durable. Cette initiative suit une démarche rigoureuse et dynamique qui consiste à mettre les pays cibles en relation avec les donateurs, le secteur privé, les institutions financières internationales, les universités et la société civile pour mobiliser des moyens propres à accélérer les activités de mise en œuvre. Elle vise en priorité les pays et les territoires particulièrement touchés par la pauvreté et la faim ou dans lesquels les capacités nationales sont très limitées. L'initiative s'accompagne également d'un cadre de suivi et d'analyse d'impact.
6. Pour faciliter l'adoption d'approches novatrices et l'utilisation de de la science et des technologies modernes, y compris des solutions numériques, la FAO a créé un Bureau de l'innovation. Ce bureau permettra de consolider et de renforcer l'esprit d'innovation au sein de l'Organisation, notamment en instaurant approches novatrices en ce qui concerne les modes de pensée, les modèles de coopération et les applications (développement du numérique).
7. Tenant compte des défis spécifiques et complexes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition auxquels ces pays sont exposés, la FAO a créé le Bureau des PEID, des PMA et des PDSL⁴ pour veiller à répondre aux besoins particuliers de ces pays vulnérables et de leur population.
8. En outre, dans le prolongement de la quarante-sixième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, qui s'est tenue en octobre 2019, la FAO s'emploiera à faciliter les partenariats entre les petits producteurs et les entreprises du secteur alimentaire, les intermédiaires et les consommateurs.
9. Le Cadre stratégique fait l'objet d'un examen tous les quatre ans⁵. L'examen devant aboutir à l'établissement du prochain Cadre stratégique débutera donc en 2020, et le document final sera présenté à la Conférence de la FAO à sa quarante-deuxième session, en 2021⁶. Étant donné que la tenue des sessions des conférences régionales constitue la première étape du calendrier relatif à la contribution et aux activités de supervision des organes directeurs, la Conférence régionale est invitée à donner des indications concernant les domaines prioritaires régionaux pour la période 2020-2021 et au-delà dans le but d'orienter les activités régionales en cours et dans la perspective de l'élaboration du nouveau Cadre stratégique.
10. L'examen du Cadre stratégique portera essentiellement sur les aspects suivants: concordance du cadre de résultats avec le Programme 2030, renforcement des synergies et partenariats stratégiques au moyen de mécanismes tels que l'Initiative Main dans la main, et sélection des domaines prioritaires à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale.
11. Outre son harmonisation avec le Programme 2030, le nouveau cadre de résultats devra mieux intégrer les résultats de la FAO au niveau des pays en conciliant les priorités propres aux Membres et les priorités institutionnelles de l'Organisation, telles que convenues par les Membres dans le Cadre stratégique. Dans ce contexte, les activités menées par la FAO dans les pays doivent s'inscrire parfaitement dans le Plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable, qui est l'instrument principal de planification et de mise en œuvre des activités de développement menées par les organismes du système des

⁴ Petits États insulaires en développement (PEID); pays les moins avancés (PMA); pays en développement sans littoral (PDSL).

⁵ Textes fondamentaux, volume II, section F. «Mise en œuvre des actions du Plan d'action immédiate concernant la Réforme de la programmation, de la budgétisation et du suivi axé sur les résultats», paragraphe 1.a).

⁶ CL 163/4 – Note d'information 1, novembre 2019. La note donne des informations plus détaillées sur le processus de consultation lié à l'élaboration du nouveau Cadre stratégique.

Nations Unies dans chaque pays (l'annexe web 3 donne des informations détaillées sur le plan-cadre et sur ses liens avec les cadres de programmation par pays de la FAO).

12. Les initiatives régionales sont un moyen de garantir une exécution efficace à l'échelle des pays et un renforcement de l'impact des activités de la FAO répondant aux principales priorités de chaque région. À sa session de 2018, la Conférence régionale pour l'Afrique a examiné les réalisations accomplies par la FAO dans la région et mis en évidence les domaines d'action prioritaire pour 2018-2019: *engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025; intensification durable de la production et développement des chaînes de valeur en Afrique; renforcement de la résilience dans les zones arides d'Afrique.*
13. Les participants à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Afrique ont souligné la pertinence des trois initiatives régionales et se sont dits favorables à ce qu'elles se poursuivent pendant l'exercice biennal 2018-2019 afin de mieux orienter et diriger les travaux de la FAO relatifs aux priorités de la région. Il est proposé de reconduire en 2020-2021 toutes les initiatives régionales en cours étant donné qu'elles favorisent la concrétisation des ODD et des engagements régionaux qui s'y rapportent, tels que la Déclaration de Malabo de 2014. En conséquence, les trois initiatives régionales, à savoir l'*engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025*, l'*intensification durable de la production et le développement des chaînes de valeur* et le *renforcement de la résilience dans les zones arides*, se poursuivront.
14. Le présent document est divisé en deux parties principales:
 - a. La partie II décrit les résultats obtenus dans la région en 2018-2019, l'accent étant mis sur les initiatives régionales, dans le contexte des priorités convenues pour les activités menées par la FAO dans la région.
 - b. La partie III présente un aperçu des tendances et des faits nouveaux dans la région, des domaines d'action prioritaire régionaux de la FAO et des initiatives régionales planifiées.

II. Réalisations et enseignements tirés de l'expérience en 2018-2019

15. Les participants à la trentième session de la Conférence régionale pour l'Afrique ont souligné la pertinence des trois initiatives régionales, à savoir: a) l'engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025; b) l'intensification durable de la production et le développement des chaînes de valeur; et c) le renforcement de la résilience dans les zones arides. Ils ont noté que les initiatives régionales s'inscrivaient dans le droit-fil du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la Déclaration de Malabo et présentaient un intérêt pour d'autres cadres, notamment l'Accord de Paris relatif au changement climatique et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.
16. Les participants à la Conférence régionale ont recommandé à la FAO: a) de continuer de mettre ses connaissances et ses compétences spécialisées à la disposition des Membres afin de les aider à faire face aux tendances et aux nouveaux enjeux dans le secteur agricole et les systèmes alimentaires; b) de continuer à tirer parti des résultats et des effets de ses programmes – notamment en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la productivité, de développement des chaînes de valeur et de renforcement de la résilience aux fins de la gestion efficace des risques; c) de renforcer son appui aux pays dans les domaines importants que sont le développement des entreprises du secteur agricole, l'emploi des jeunes, la gestion efficace des eaux et des sols et la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies des animaux et des végétaux.
17. Les grandes réalisations de la FAO dans la région en 2018-2019 sont exposées ci-après. Ces réalisations contribuent aux résultats de la FAO présentés dans l'annexe web 2, intitulée *Contribution des résultats obtenus dans la région Afrique aux objectifs stratégiques de la FAO pendant l'exercice biennal 2018-2019*. Des précisions sont fournies dans le document intitulé *Rapport sur les recommandations formulées à la trentième session de la Conférence régionale*

pour l'Afrique (ARC/20/INF/9). Les principaux résultats de l'évaluation des résultantes de l'Organisation 2019 pour la région Afrique sont présentés dans l'annexe web 4.

A. Engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025

18. Dans le cadre de cette initiative régionale, la FAO a aidé les pays, la Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales à renforcer leurs systèmes et les capacités dont ils disposent pour mettre en œuvre des programmes qui contribuent à venir à bout de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition ainsi qu'à instaurer des responsabilités mutuelles en ce qui concerne les résultats.
19. La FAO a augmenté les moyens d'institutions régionales et nationales intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition et contribué à renforcer les capacités de gouvernance et de coordination, y compris s'agissant du droit à une alimentation adéquate. Activités spécifiques:
 - a. institutionnalisation du Groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition et de l'Unité d'analyse de la résilience au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD);
 - b. création d'une alliance parlementaire en faveur de la sécurité alimentaire et la nutrition au Congo, en Ouganda, au Sénégal et en Sierra Leone et renforcement des capacités de l'Alliance parlementaire panafricaine et des parlementaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE);
 - c. mise en œuvre de la politique agricole de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Programme régional d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRIASAN).
20. La FAO a contribué à améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition et a renforcé la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), de la Déclaration de Malabo et des mécanismes de reddition de comptes et de communication d'informations sur les ODD. Avec l'appui de la FAO, la Commission de l'Union africaine a actualisé les indicateurs relatifs à l'élimination de la faim et les a harmonisés avec les ODD, et la Banque africaine de développement a élaboré une grille de résultats sur la nutrition qui comprend la prévalence de la sous-alimentation et le score de diversité de l'alimentation des ménages. La FAO a augmenté les capacités permettant d'appliquer le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et renforcé l'appropriation par les pays des indicateurs mesurant la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que leur intégration dans les cadres nationaux de suivi et d'évaluation et dans les enquêtes nationales.
21. Au niveau des pays, la FAO a contribué à améliorer les politiques et les stratégies en matière de sécurité alimentaire et de nutrition par les moyens suivants:
 - a. élaboration, examen et mise en œuvre, dans 14 pays africains, de politiques sectorielles et intersectorielles faisant davantage intervenir la sécurité alimentaire et la nutrition, l'agriculture tenant compte de la nutrition, le régime foncier et les questions relatives à la parité hommes-femmes;
 - b. appui à l'établissement de plans nationaux d'investissement agricole de deuxième génération alignés sur le PDDAA/la Déclaration de Malabo et intégrant certains aspects de la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, la parité hommes-femmes et la résilience en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée-Bissau, au Lesotho, au Mozambique, au Rwanda, au Sénégal et au Togo;
 - c. examen des dépenses publiques agricoles consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition et la planification budgétaire de programmes sectoriels agricoles et ruraux au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Sénégal et au Tchad.

22. La FAO a contribué à l'élaboration et à la validation de documents sur la nutrition et les aliments sains, comme les directives relatives aux repas scolaires tenant compte de la nutrition en Afrique de l'Est, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, et les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments au Rwanda et dans des pays d'Afrique australe. L'Organisation a également renforcé les connaissances au sujet de la nutrition et de l'alimentation saine des vendeurs d'aliments sur la voie publique en milieu urbain au Ghana et en République-Unie de Tanzanie. Enfin, elle a également participé aux activités de la Commission de l'Union Africaine dans le secteur de l'alimentation scolaire et en particulier dans le domaine de l'alimentation scolaire issue de la production locale en 2019.
23. La FAO a facilité la production de données, de statistiques et de connaissances ainsi que les activités d'analyse de l'impact relatif à la nutrition au Bénin, au Botswana, au Burkina Faso, au Congo, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Gabon, en Guinée, au Kenya, au Niger, au Nigéria, au Sénégal, au Tchad et au Togo afin d'appuyer la prise de décisions et les mécanismes de communication d'informations sur les ODD et les engagements de Malabo.
24. Les interventions de protection sociale menées par la FAO comprennent le soutien au dialogue sur les politiques entre les secteurs de la protection sociale, de la nutrition et de l'agriculture et un appui opérationnel visant à renforcer les liens entre la protection sociale et l'inclusion économique. Dans le même temps, l'action de l'Organisation a également permis d'améliorer la résilience des ménages les plus pauvres.
25. Des activités essentielles ont été menées, notamment, en Éthiopie, au Mali, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda, au Sénégal et en Somalie et ont toutes contribué directement à la réduction de la faim. Ces activités concordent avec les engagements de Malabo en faveur d'une plus grande cohérence entre la protection sociale et l'agriculture. La FAO a par exemple soutenu l'initiative *Cash Plus* au Niger ainsi que le programme par étapes et le cadre de coordination tendant à éliminer la faim dans la Corne de l'Afrique. L'Organisation a mis sur pied un programme de renforcement des capacités dont se servent les gouvernements et les partenaires pour intégrer la pauvreté dans les programmes de développement rural et améliorer les résultats relatifs aux ODD 1 et 2. Ce programme est considéré comme la première étape majeure pour ce qui est d'améliorer la conception et la portée des programmes soutenus par la FAO et d'accroître leurs effets sur la réduction de la pauvreté et de l'exclusion.

B. Intensification durable de la production et développement des chaînes de valeur en Afrique

26. Cette initiative régionale est axée sur l'intensification durable de la production et les mesures à adopter pour remédier aux problèmes détectés aux stades qui suivent la production, notamment en améliorant la manutention, la transformation et la distribution des produits ainsi que la qualité et la sécurité sanitaire des aliments et en facilitant l'accès aux marchés.
27. La FAO a prêté son concours à des stratégies favorisant la mise à l'essai et la transposition à plus grande échelle d'un large éventail de pratiques agricoles plus productives, qui renforcent les systèmes de production, diversifient les sources de revenus et améliorent les conditions d'existence, ainsi que l'investissement dans ces pratiques. Activités spécifiques:
 - a. appui aux investissements et aux politiques au service du développement des chaînes de valeur (par exemple celle du riz en Côte d'Ivoire);
 - b. application de pratiques ou de technologies novatrices dans les systèmes alimentaires, comme les villes durables en Afrique australe et les jardins scolaires en Afrique centrale;
 - c. renforcement des capacités concernant diverses technologies et pratiques améliorées (notamment l'agriculture de conservation, la gestion durable de l'eau, les techniques de fertilité du sol, les semences résistantes aux aléas climatiques, la gestion du bétail et la gestion après récolte) au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, à Djibouti, en Érythrée, au

- Kenya, au Libéria, au Mali, en Namibie, au Niger, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et au Sénégal;
- d. campagne en faveur d'une agriculture climato-intelligente en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Rwanda et au Zimbabwe, où ce type d'agriculture a été adopté par plus de 30 000 ménages;
 - e. soutien apporté à 22 pays afin de les aider à définir des moyens concrets d'atteindre les ODD – suivi des progrès accomplis, renforcement des partenariats, mise en œuvre de pratiques ou de politiques innovantes et promotion des systèmes d'irrigation à énergie solaire à l'intention des petits agriculteurs en Éthiopie, au Kenya, en Namibie et au Rwanda.
28. La FAO a diffusé des directives sur la conception et la mise en œuvre de partenariats public-privé efficaces dans l'agriculture et organisé des concertations entre les secteurs public et privé au Ghana, en Ouganda et en Zambie afin d'améliorer les conditions propices à ce type de partenariats. Afin d'aider la Commission de l'Union africaine et les communautés économiques régionales à renforcer les cadres d'investissement pour l'agriculture, la FAO a lancé l'initiative AgrInvest dans toute la région pour encourager l'investissement privé dans les systèmes et les chaînes de valeur agroalimentaires et atténuer les risques associés à ces investissements. L'Organisation a également organisé, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, des réunions d'accompagnement personnalisé destinées à des hauts fonctionnaires des ministères d'exécution (agriculture, commerce, finances et planification) et à des représentants du secteur privé en Angola, au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie. Ces réunions portaient sur les outils de conception et de mise en œuvre des stratégies et visaient à favoriser la participation du secteur privé et le développement de systèmes alimentaires durables dans le cadre du processus d'élaboration des plans nationaux d'investissement agricole.
 29. En collaboration avec AfricaRice, l'Institut international de recherche sur le riz et le Centre pour le développement agricole et rural, la FAO a mené des évaluations sur la contribution des minotiers de riz à la création d'emplois, à la nutrition, à la sécurité sanitaire des aliments et à l'accès aux financements dans la chaîne de valeur du riz au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et au Sénégal.
 30. Grâce à ses activités en faveur de l'emploi décent des jeunes et de l'entrepreneuriat en milieu rural, la FAO a contribué à l'élaboration de programmes en lien avec l'agriculture et le développement rural au Mali, en Ouganda et au Sénégal. Parmi les autres résultats notables obtenus dans ce domaine, on peut citer: la promotion des technologies de l'information et des communications (TIC) auprès des jeunes programmeurs, la création et l'organisation du Forum des Jeunes Rwandais dans le secteur agricole et la mise au point d'un plan d'action national pour l'emploi des jeunes au Bénin, au Cameroun, au Malawi et au Niger (en collaboration avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique [NEPAD] et le Fonds fiduciaire africain de solidarité [ASTF]).
 31. En collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la FAO a élaboré et mis en service le Cadre pour une mécanisation agricole durable en Afrique, qui vise à augmenter la productivité, à réduire les pertes pendant et après les récoltes et à relier l'agriculture aux activités de transformation.
 32. La FAO a aidé la Commission de l'Union africaine, le NEPAD, les communautés économiques régionales et les pays Membres à mettre en œuvre des initiatives de préservation des ressources naturelles, notamment: l'Initiative pour la restauration des paysages forestiers en Afrique (AFR100); l'initiative Grande muraille verte du Sahara et du Sahel; la stratégie panafricaine de gestion durable des forêts; l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée; la Stratégie africaine sur la lutte contre l'exploitation illégale et le commerce illicite de la faune et de la flore sauvages en Afrique; le Code de conduite pour une pêche responsable en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

33. Les parties prenantes ont reçu une formation dans les domaines suivants: i) évaluation des ressources forestières dans 19 pays francophones et 15 pays anglophones; ii) gestion durable des ressources naturelles au Bénin et en République démocratique du Congo; iii) gestion de la pêche de petits pélagiques dans l'État d'Érythrée; iv) évaluation des stocks de poissons au Gabon; v) élaboration d'un programme inclusif pour l'économie bleue au Kenya.
34. Les capacités des communautés économiques régionales et les pays Membres ont été renforcées pour permettre à ces acteurs de participer aux activités des organismes internationaux chargés de l'établissement des normes alimentaires (Codex, Organisation mondiale de la santé animale [OIE], Convention internationale pour la protection des végétaux [CIPV]), en particulier s'agissant de la gestion des risques microbiologiques et des critères microbiologiques du Codex pour les aliments, afin d'améliorer le respect des mesures sanitaires et phytosanitaires et des exigences relatives à la facilitation des échanges.
35. Des initiatives visant à améliorer l'égalité des sexes et l'exercice du pouvoir par les femmes ont été mises en œuvre dans les domaines du développement des chaînes de valeur agricoles et du commerce transfrontière à Cabo Verde, en Guinée, au Rwanda et en Zambie. La FAO a aidé la CEDEAO à réviser et à valider son plan d'action sur la parité hommes-femmes et l'agriculture et à élaborer son rapport sur la parité hommes-femmes et les systèmes agroalimentaires. Au Malawi, des agents de vulgarisation ont reçu une formation sur la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et les pratiques nutritionnelles tenant compte des questions de parité hommes-femmes.
36. La FAO a contribué à améliorer la sécurité des régimes fonciers en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Kenya et au Libéria en prenant en considération les lois et les pratiques coutumières, la numérisation des registres fonciers et les disparités entre les sexes dans l'accès aux terres agricoles.
37. La FAO a aidé la Commission de l'Union africaine à renforcer ses moyens pour être en mesure d'assurer la coordination et le suivi des initiatives de réduction des pertes après récolte et aidé le Kenya, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe à élaborer leur stratégie nationale de gestion après récolte sur la base d'études d'évaluation des pertes.

C. Renforcement de la résilience dans les zones arides d'Afrique

38. Cette initiative régionale vise à renforcer les capacités institutionnelles au service de la résilience, à développer les systèmes d'alerte précoce et de gestion de l'information, à améliorer la résilience des communautés et à trouver des solutions aux situations d'urgence et de crise.
39. La FAO a aidé à formuler et à élaborer des stratégies de résilience, notamment la stratégie régionale pour l'élevage et le plan d'action régional pour l'alimentation animale en Afrique de l'Est. Elle a également renforcé les capacités concernant les méthodes employées pour établir les bilans de l'alimentation animale au Niger et au Tchad et contribué à mettre sur pied un programme de coopération interinstitutionnelle sur les questions indissociables de la paix, de la sécurité alimentaire et du pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Union européenne.
40. Les pays Membres ont reçu une formation pour améliorer la communication des progrès accomplis en matière de renforcement de la résilience, dans la perspective de l'établissement du rapport d'examen biennal de la Déclaration de Malabo, qui comprend l'étude des indicateurs relatifs à la résilience. Les experts de la Commission de l'Union Africaine ont été formés à l'utilisation de l'outil de mesure et d'analyse de l'indice de résilience et son application a été encouragée au Kenya et en Ouganda.
41. En collaboration avec des partenaires tels que la Banque africaine de développement, la FAO a mené des activités de sensibilisation et communiqué des informations utiles sur les

plateformes régionales et s'est employée, avec les pays Membres, à renforcer les moyens de protection et de lutte contre les organismes nuisibles et les maladies animales transfrontières. Activités spécifiques:

- a. harmonisation et accélération de l'homologation des pesticides visant à lutter contre la chenille légionnaire d'automne; lutte contre l'organisme nuisible et formation aux systèmes de surveillance et d'alerte rapide à l'aide du Système de surveillance et d'alerte rapide sur la légionnaire d'automne (FAMEWS);
 - b. élaboration de stratégies nationales et régionales de surveillance de la résistance aux antimicrobiens et soutien aux activités menées pour atténuer ce phénomène;
 - c. renforcement des capacités des parties prenantes (y compris des services vétérinaires) dans 20 pays africains en ce qui concerne la détection précoce de l'apparition de foyers importants de légionnaire d'automne, de grippe aviaire hautement pathogène et de peste des petits ruminants ainsi que les activités d'évaluation, de gestion et de lutte mises en œuvre.
42. La FAO a appuyé des initiatives de réduction des risques de catastrophe, notamment les stratégies nationales en faveur de l'alerte précoce, de l'intervention d'urgence et de la résilience au service de l'agriculture au Burundi, en Éthiopie, en Gambie, à Madagascar et au Mali. On peut également citer la stratégie et le plan de mise en œuvre visant à lutter contre la légionnaire d'automne en Afrique de l'Est. Une aide à l'adaptation aux effets du changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe a été fournie au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et en Zambie. De même, la FAO a augmenté les capacités des pays pour les aider à mieux utiliser son Plan de préparation aux situations d'urgence et les outils de classement des risques de catastrophe par ordre de priorité en Afrique de l'Est et en Afrique australe.
43. La FAO a aidé des pays Membres à mener des stratégies intégrées et multisectorielles de gestion durable des écosystèmes, de restauration des terres et d'adaptation aux effets du changement climatique, et notamment à accéder au financement des activités relatives au climat au moyen du Fonds vert pour le climat (FVC) et de la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national. D'autres interventions ont contribué à éliminer les stocks de polluants organiques persistants et de pesticides périmés au Bénin et en Érythrée et à développer les outils de réglementation des pesticides et la gestion intégrée des organismes nuisibles au Malawi et dans les États Membres de la CEDEAO. En Ouganda, la FAO a mené des activités de sensibilisation et renforcé les capacités en matière de sécurité et de santé dans l'agriculture, et notamment de protection des enfants et des jeunes travailleurs contre l'exposition aux pesticides.
44. Diverses activités ont été menées pour accroître la résilience des groupes de population vulnérables, en particulier les femmes:
- a. création de clubs Dimitra, qui regroupent des femmes et des hommes qui se réunissent à titre volontaire pour trouver des solutions à des problèmes communautaires et les mettre en œuvre au moyen de ressources locales, au Congo et en République centrafricaine;
 - b. renforcement des capacités d'épargne et de crédit des ménages au moyen des caisses de résilience au Burkina Faso, au Burundi, à Cabo Verde, à Djibouti, en Guinée-Bissau et au Mali;
 - c. renforcement des capacités des gouvernements en ce qui concerne l'établissement des inventaires et des bilans de l'alimentation animale dans les zones arides et semi-arides en Éthiopie et au Kenya.
45. Lors de situations de crise au Cameroun, en République centrafricaine et au Tchad, les projets de la FAO en faveur de la résilience ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire des ménages touchés en leur fournissant, en temps voulu, les intrants et les outils nécessaires et en leur donnant des techniques de transformation et de conservation des produits agricoles. Dans les zones frappées par la sécheresse en Somalie et au Zimbabwe et lors de la crise liée au phénomène El Niño en Eswatini, les interventions de la FAO ont permis d'améliorer la résilience des ménages vulnérables par divers moyens: ensembles de mesures d'urgence en

faveur des moyens d'existence, amélioration de l'accès aux semences de maïs, d'arachides, de haricots et de légumes et utilisation de systèmes de bons électrons en Eswatini; approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine et animale, subventions sur les aliments pour animaux et les semences et remise en état ou construction d'équipements communautaires au Zimbabwe; fourniture d'une aide humanitaire en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies en Somalie.

D. Partenariats et innovations notables

46. La FAO a facilité plusieurs partenariats et activités de gestion des connaissances:

- a. Elle a facilité un partenariat de coopération Sud-Sud avec AfricaRice, l'Institut international de recherche sur le riz et le Centre pour le développement agricole et rural en faveur du transfert de technologies au sein de la chaîne de valeur du riz. De nouveaux partenariats ont été noués avec le Brazil Africa Institute et l'Administration du développement rural de la République de Corée; ils étaient principalement axés sur le renforcement des institutions nationales en Afrique, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- b. Elle a collaboré avec des parlementaires et des universités, notamment l'Alliance parlementaire panafricaine et les parlementaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est ainsi que le Forum régional des universités pour le renforcement des capacités en agriculture (RUFORUM), afin d'élaborer des politiques et des lois fondées sur des données factuelles au service de la concrétisation de l'Agenda 2063 pour l'Afrique, des engagements de Malabo et des ODD.
- c. Elle a organisé la Table ronde des contributeurs en vue de réapprovisionner le Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF), mécanisme novateur géré par l'Afrique qui finance des projets régionaux.
- d. Elle a coorganisé le Dialogue des responsables sur la sécurité alimentaire en Afrique, qui l'engage à collaborer avec la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole et d'autres partenaires pour trouver de nouveaux moyens de s'attaquer au problème de la sécurité alimentaire en Afrique.
- e. Elle a apporté un appui à des partenariats stratégiques lors du Forum pour une révolution verte en Afrique de 2019, notamment en organisant plusieurs séances plénières et thématiques ou en participant à ces séances.
- f. Elle a publié le rapport *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition* en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- g. Elle a contribué à la mise en place d'un réseau régional sur l'agriculture climato-intelligente en Afrique de l'Est et à la publication d'évaluations de ce type d'agriculture au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Ghana, en collaboration avec le Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR).
- h. Elle a contribué, dans le cadre de l'initiative «Un monde, une santé», à la mise en place d'une plateforme sur la santé des végétaux en Afrique centrale et à la collaboration transnationale sur la santé animale dans la Corne de l'Afrique et au Sahel.
- i. Elle a été, avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le fer de lance de l'Accélérateur du développement et de l'innovation dans les secteurs agricole et agroindustriel (3ADI+), qui vise à tirer parti des capacités des acteurs locaux, nationaux et régionaux pour bâtir des chaînes de valeurs durables dans la région Afrique.

- j. Elle a produit, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Université de Caroline du Nord, des données factuelles sur les effets des programmes nationaux de transferts monétaires et de protection sociale en Afrique subsaharienne.

E. Lacunes et enseignements tirés de l'expérience

47. Plusieurs enseignements peuvent être tirés des activités menées par la FAO en 2018-2019:
 - a. Les plans nationaux d'investissement agricole sont des outils importants de planification et d'exécution de stratégies sectorielles qui facilitent le développement de systèmes alimentaires durables. En faisant intervenir le secteur privé dans la conception des stratégies et en investissant dans la concertation entre le secteur public, le secteur privé et la société civile afin de parvenir à une vision stratégique unifiée et à long terme des plans nationaux d'investissement, on renforcera la capacité qu'ont les pays de faire face aux facteurs de perturbation auxquels l'industrie alimentaire et les gouvernements sont confrontés, comme le changement climatique, le développement du numérique, les guerres commerciales et la croissance démographique.
 - b. Dans la région Afrique, les partenariats public-privé se font le plus souvent avec des sociétés multinationales plutôt qu'avec des entreprises nationales de la région. Cette tendance tient au fait que le secteur privé national manque de compétences et de ressources pour couvrir les coûts de transaction élevés qu'exigent les partenariats avec le secteur public. En outre, l'environnement commercial n'est pas propice aux partenariats dans le secteur agricole, les cadres d'action étant généralement conçus pour les partenariats public-privé relatifs aux infrastructures.
 - c. La prise en compte de l'alimentation et de l'agriculture durables dans les plans d'investissement agricole et d'autres plans stratégiques nécessitent des approches intégrées et des mécanismes renforcés de coordination multisectorielle qui dépassent le seul secteur de l'agriculture. Le retard accumulé par les pays dans la concrétisation des ODD et des engagements de Malabo s'explique en grande partie par les décalages importants entre la planification, la mise en œuvre et la budgétisation. Les résultats les plus tangibles sont obtenus là où il existe des capacités nationales et régionales ainsi que des mécanismes clairs reliant les plans d'investissement aux processus d'élaboration des politiques et des budgets.
 - d. L'échange de connaissances est essentiel pour renforcer les synergies et la collaboration aux fins de l'adoption de bonnes pratiques, notamment en matière de résilience.
 - e. Les interventions qui s'attaquent aux aspects multidimensionnels de la résilience au moyen d'approches multisectorielles doivent reposer sur des partenariats internes et externes stratégiques pour renforcer les capacités et aider les communautés à absorber et anticiper les chocs ainsi qu'à évoluer et à se relever au lendemain de ceux-ci.

III. Principaux domaines d'intervention en 2020-2021

48. Les priorités de la FAO pour l'Afrique en 2020-2021 et au-delà sont déterminées par les tendances fortes qui orientent les changements structurels qui s'opèrent dans le paysage agricole et les systèmes alimentaires de la région. Conformément aux objectifs stratégiques de la FAO, aux initiatives régionales et aux plans de développement des pays, les bureaux de pays et les bureaux régionaux reçoivent un soutien stratégique et un appui en matière de politiques, et notamment de nouvelles lignes directrices pour l'élaboration des cadres de programmation par pays au titre du plan-cadre des Nations Unies pour la coopération au service du développement durable. Ces priorités, qui sont en phase avec le cycle de planification et de programmation de

la réforme du système des Nations Unies pour le développement, serviront de fil conducteur devant mener à une mise en œuvre efficace au niveau des pays.

49. Lors de la réunion de l'équipe de gestion régionale du Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, qui s'est tenue en mars 2019 à Accra, il a été confirmé que les initiatives régionales gardaient tout leur intérêt, mais qu'elles devaient être plus finement adaptées pour être plus efficaces et mieux coordonnées, en particulier aux niveaux national et sous-régional. Les trois initiatives régionales continueront donc de servir de mécanisme d'exécution, moyennant une évolution mettant l'accent sur les aspects suivants: a) intégration systématique des ODD dans les stratégies, les politiques, les programmes et les plans d'investissement des pays, y compris les plans nationaux d'investissement agricole; b) renforcement du soutien aux pays en matière de conception et de mise en application des politiques, de dialogue public-privé et de renforcement des capacités de mise en œuvre; c) accentuation de la priorité donnée aux interventions intersectorielles en faveur d'une transformation inclusive, de l'éradication de la pauvreté et d'une programmation tenant compte des situations de conflit en ce qui concerne les liens indissociables entre l'action humanitaire, le développement et la paix; d) prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes, de la nutrition et du changement climatique; e) renforcement de l'importance donnée à l'emploi des jeunes et aux partenariats en matière de technologies numériques avec, entre autres, des institutions de financement du développement, le secteur privé, la société civile, le monde de la recherche et les milieux universitaires; f) intérêt renforcé pour la gestion des connaissances et des communications. Ces nouvelles orientations proposées concernant les priorités des initiatives régionales devraient permettre d'améliorer la convergence, la cohérence, la coordination et le soutien à la mise en œuvre dans les domaines prioritaires définis.

A. Engagement pris par l'Afrique d'éradiquer la faim d'ici à 2025

50. La FAO renforcera l'appui aux politiques apporté aux partenaires régionaux et aux pays dans des domaines clés, notamment pour: a) aider la Commission de l'Union africaine et ses agences de développement à formuler les plans nationaux d'investissement agricole et contribuer aux dialogues régionaux sur les politiques pour sensibiliser les décideurs et autres parties prenantes aux liens et à la mise en phase avec les ODD et les engagements de Malabo; b) accélérer la réalisation des ODD au niveau des pays en réponse aux demandes de ceux-ci concernant des missions d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques; c) mettre à jour ou adopter des politiques ou des lois et des instruments nationaux axés sur la nutrition et élaborer des lignes directrices et des instruments intersectoriels sur ce même sujet pour éradiquer la malnutrition, conformément à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, à la stratégie de l'Union africaine pour la nutrition, aux ODD et aux cibles de Malabo; d) renforcer la participation du secteur privé à la formulation et à la mise en œuvre des plans nationaux d'investissement agricole; e) favoriser la mise en place de systèmes alimentaires durables qui opèrent comme un mécanisme de renforcement des liens entre production et consommation alimentaires.
51. La FAO apportera son concours aux activités de sensibilisation menées auprès des ministères et des parties prenantes concernés pour assurer la cohérence des politiques et accroître l'investissement dans des chaînes de valeur alimentaires inclusives qui tiennent compte de la nutrition. L'Organisation épaulera les pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies inclusives tenant compte de la nutrition à l'aide des outils et des instruments adaptés, ainsi que dans le développement de chaînes de valeur alimentaires tenant compte de la nutrition et dans la promotion des aliments autochtones.
52. La FAO contribuera à renforcer les capacités des parlementaires, des décideurs, de la société civile et d'autres acteurs non étatiques pour améliorer la participation au programme de sécurité alimentaire et de nutrition et la gouvernance de celui-ci, et notamment l'adoption et la mise en œuvre de cadres juridiques et de cadres des responsabilités protégeant le droit à l'alimentation ainsi que la formulation et la mise en œuvre de politiques et de lois tenant compte de la nutrition au niveau des régions, des pays et des communautés.

B. Intensification durable de la production et développement des chaînes de valeur en Afrique

53. La FAO apportera à la Commission de l'Union africaine et aux communautés économiques régionales un soutien au renforcement des capacités afin de promouvoir l'adoption, par les agriculteurs, les producteurs et d'autres acteurs de la chaîne de valeur, de pratiques durables favorisant des systèmes de production d'aliments sains et sans danger pour la santé (cultures, élevage, pêche, foresterie). La gestion intégrée des organismes nuisibles sera encouragée et des ensembles de mesures seront élaborés pour les principaux ravageurs du maïs, du manioc et de la banane. Des stratégies fondées sur le principe «Un monde, une santé» seront mises en place pour traiter les problèmes qui se posent à l'interface entre l'humain, la faune et la flore sauvage, les animaux domestiques et l'écosystème, notamment la surveillance des maladies, l'intervention en cas d'apparition de foyers, le règlement des différends ou la gestion de l'utilisation des terres.
54. Un renforcement des capacités en matière de technologies et d'innovations performantes et éprouvées concernant la production alimentaire sera fourni aux agriculteurs et aux autres acteurs des chaînes de valeur pour accroître la productivité et l'efficacité des systèmes agroalimentaires. Les approches d'agriculture climato-intelligente et d'agroécologie, la remise en état et les mesures connexes seront systématiquement intégrées dans les politiques agricoles et les plans d'investissement. Des dialogues sur les politiques seront organisés pour favoriser la prise en compte systématique de la biodiversité et la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles. La mise en œuvre des Directives volontaires pour une gestion durable des sols et des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers sera renforcée et des plans nationaux de gestion de l'élevage, comprenant des politiques, des lois et des plans d'action sur la prévention des maladies et la lutte contre celles-ci, les aliments pour animaux et la productivité, l'utilisation des agents antimicrobiens et la résistance aux antimicrobiens, seront mis au point.
55. Les partenaires régionaux et nationaux seront épaulés dans le développement de stratégies, de programmes et de plans d'investissement, tels que les plans nationaux d'investissement agricole, aux fins de l'intégration systématique de l'alimentation et de l'agriculture durables dans la mise en œuvre des engagements de Malabo et des ODD. Le but sera de favoriser une approche plus intégrée.
56. La Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les pays Membres seront assistés dans leurs démarches de formulation, de financement et de mise en œuvre des plans d'exécution des contributions déterminées au niveau national ainsi que dans l'établissement des rapports correspondants.
57. La FAO soutiendra également le développement des chaînes de valeur dans les pays qui cherchent à créer des filières ou à moderniser celles qui existent par des interventions coordonnées tendant à élargir les débouchés commerciaux et à permettre des investissements privés qui profitent à tous tout le long de la chaîne de valeur. Des actions seront menées pour encourager les partenariats et aider les acteurs étatiques et non étatiques à mobiliser le secteur privé pour développer des systèmes alimentaires inclusifs et durables, notamment dans le cadre de la formulation et de la mise en œuvre de plans d'investissement agricole nationaux et régionaux.

C. Renforcement de la résilience dans les zones arides d'Afrique

58. S'agissant de l'agriculture et de la résilience face au changement climatique, la FAO stimulera les investissements en faveur de la résilience pour réduire les risques et la vulnérabilité des communautés face aux phénomènes météorologiques extrêmes et à d'autres crises. Les bonnes pratiques concernant les systèmes d'information et d'alerte précoce et les mesures de la résilience seront développées.
59. La FAO fournira un appui rapide et adapté aux moyens d'existence durant les situations d'urgence en faisant appel à des instruments d'action publique, tels que le plan d'action sur l'alimentation animale, et des instruments d'alerte précoce, tels que le système d'alerte rapide préventif dans le domaine de l'élevage, le bilan de l'alimentation animale et l'outil d'évaluation graphique, pour résoudre le problème critique de pénurie d'alimentation animale qui frappe les éleveurs pastoraux. Ces instruments, qui présentent de nombreuses possibilités, seront adaptés et transposés à plus grande échelle dans les sous-régions d'Afrique.
60. La FAO travaillera sur des dispositifs de protection sociale qui tiennent compte des risques et sur les investissements en la matière pour soutenir les pauvres chroniques ainsi que les personnes frappées par une crise avant, pendant et après les chocs, afin d'établir une passerelle essentielle entre aide humanitaire, développement et paix. L'attention se portera sur des systèmes de protection sociale tenant compte des risques qui soient modulables, adaptables et reliés aux mécanismes d'alerte et d'intervention précoces.
61. La FAO stimulera l'échange de connaissances sur les bonnes pratiques favorisant la résilience pour encourager leur adoption par les décideurs et aider à la prise de décisions à l'appui d'investissements et de politiques efficaces dans ce domaine en vue de: catalyser des synergies entre les institutions et mécanismes existants (communautés économiques régionales, Commission de l'Union africaine, Réseau mondial contre les crises alimentaires); renforcer la collaboration en matière de gestion des connaissances et de partage de l'information; défendre une vision commune et une approche harmonisée de la production d'éléments probants susceptibles d'orienter les prises de décisions qui éclairent l'investissement.

IV. Messages clés

62. Le rapport sur les résultats et priorités de la FAO dans la région Afrique est établi à la lumière du Cadre stratégique de la FAO, du Plan à moyen terme 2018-2021 (révisé), des cadres de programmation par pays, des réalisations accomplies et des enseignements tirés de la mise en œuvre des initiatives régionales à ce jour, et des stratégies convenues dans les domaines d'intérêt stratégique et technique.
63. L'évaluation des réalisations montre que la FAO a accompli des progrès notables en 2018-2019, et les enseignements que l'on en tire sont autant de précieuses indications pour la programmation future. Les principaux domaines d'intervention pour l'exercice biennal 2020-2021 font en sorte que les initiatives régionales restent un mécanisme efficace d'exécution des activités de la FAO en rapport avec les priorités essentielles de la région, mais il convient également de les ajuster en fonction des tendances et des défis émergents. L'Initiative Main dans la main, initiative phare de la FAO, est considérée comme un excellent moyen d'améliorer l'efficacité et les résultats obtenus.